

# NEWS

# SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel  
Date: 15 août 1985



ISSN 0771-9388  
Editeur responsable: Jerzy Milewski  
No: 51

DANS UNE POLOGNE où les institutions sont avant tout les courroies de transmission du pouvoir, les 460 membres de la Diète polonaise se sont montrés particulièrement obéissants sous la férule du Général Jaruzelski. Ainsi, dans l'élaboration de la récente législation et dans la préparation des élections du 13 octobre '85, la Diète s'est laissé mener par le bout du nez par le Général. Tout en restant sourde aux critiques émanant de la Pologne et de l'étranger.

Le 25 juillet, la Diète a ratifié les amendements à la loi sur l'enseignement supérieur par 327 voix pour, 5 contre et 5 abstentions. Les amendements sur la loi sur les diplômes académiques ont été votés avec une marge de 330 votes pour, 3 contre et 5 abstentions, alors que les amendements à la loi sur le ministère de l'Education supérieure ont été adoptés par 334 voix pour, 5 contre et 5 abstentions. Les seules voix dissidentes à la Diète provenaient d'un groupe de 6 délégués avec Edmund Osmarczyk à leur tête, qui proposèrent une résolution renvoyant les amendements à une session ultérieure. 327 délégués votèrent contre la résolution.

De plus, la Diète a adopté des amendements à la loi d'octobre '82 sur les syndicats (voir News no. 50). Ces nouvelles modifications autorisent les organisations syndicales à contrôler la répartition des diverses allocations et primes. De même, un arrêté provisoire n'autorisant qu'un seul syndicat par entreprise a été maintenu en attente de la décision ultérieure du Conseil d'Etat.

A la veille des élections législatives, les députés ont voté la nouvelle loi électorale. En effet, les dernières élections ont eu lieu en mars '80. Mais la législature fut prorogée en '84, le régime considérant que le processus de "normalisation politique" n'était pas encore complet. Tout comme aux dernières élections régionales, le PRON (Mouvement patriotique pour le renouveau national) jouera un rôle dominant dans le contrôle des élections. C'est lui qui "mènera les discussions avec les citoyens" sur les règlements du vote. C'est lui qui nommera les candidats et supervisera leur "vérification sociale". De plus, il présidera le vote et le dépouillement des bulletins.

La formulation de cette soi-disant loi électorale est la porte ouverte à l'ingérence directe du gouvernement sur les candidatures: elle permet de révoquer les députés "difficiles ou peu coopératifs". Elle empêche le scrutin secret et l'égalité des candidats.

Les experts du droit constitutionnel polonais considèrent que cette loi n'est qu'un moyen de faire un sondage d'opinion permettant de chiffrer, dans la population, le soutien au pouvoir, au lieu d'être, comme il se doit, la possibilité pour les citoyens d'émettre un choix véritable.

La direction nationale de NSZZ "Solidarnosc" en Pologne, Lech Walesa et la TKK, a décidé d'appeler à un boycott national des élections. Le 25 juin, Walesa a publié une déclaration à ce sujet (voir News no. 50). Le 16 juillet, la TKK a publié une déclaration dans le même sens. Du point de vue de NSZZ "Solidarnosc", tous ceux qui croient en la liberté ne devraient pas voter. Par le boycott, la société manifesterait sa détermination à élaborer une réforme valable, à accéder à la vie publique et aux droits d'organiser des syndicats indépendants. En un mot, à créer tous les changements préparant un système économique rationnel. La presse indépendante relève un accroissement des activités au niveau régional des entreprises. Malgré les risques d'arrestations et d'amendes, les militants organisent la distribution et l'affichage des tracts. Et même des concours de slogans anti-électorales.

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX, Lech Walesa, a adressé le 12 août, un message de solidarité à son homologue sud-africain, Mgr Desmond Tutu, pour son engagement dans la "lutte pacifique pour les droits de la population noire" en Afrique du Sud.

Dans ce message lu depuis son domicile de Gdansk, le président de "Solidarnosc" indique qu'il "observe avec une grande préoccupation le développement de la situation" en Afrique du Sud. Les protestations croissantes, les nouvelles victimes d'un conflit qui paraît sans fin, la violence qui a ses origines dans la politique d'apartheid ne peuvent apporter rien de bon. (...) car la haine et la ven-

geance, mauvaises conseillères, rendent plus difficiles les solutions pacifiques", écrit-il.

MARIAN JURCZYK, un des dirigeants de NSZZ "Solidarnosc", a été arrêté le 8 août à Szczecin. Il a été interrogé pendant 12 heures par la police politique au sujet du chantier naval Adolf Warski où il vient de retourner travailler après sa sortie d'internement. Jurczyk a été conduit au quartier général de la police après une perquisition de 4 heures, chez lui, au cours de laquelle du matériel en rapport avec "Solidarnosc" a été confisqué. Jurczyk avait accusé le général Jaruzelski d'instaurer un régime policier

en Pologne et de mener le pays à sa perte. Membre du Présidium de la Commission Nationale et du conseil régional de la côte ouest, Jurczyk avait signé les accords de Szczecin en août en 1980. Après l'imposition de l'état de guerre, il avait été interné de décembre '80 à juillet '83 avec 10 autres dirigeants de "Solidarnosc".

LE PERE HENRYK JANKOWSKI, conseiller de Lech Walesa, a été convoqué au Bureau du procureur de Gdansk le 9 août. Il a été averti des risques qu'il encourait à continuer ses "activités contre l'Etat". Ce sont les homélies du Père Jankowski et l'exposition permanente des emblèmes de "Solidarnosc" dans son église qui énervent les autorités. En effet, selon elles, tout ceci pourrait provoquer "des troubles sociaux". Le Père Jankowski risque la perte des avantages de l'amnistie de juillet '84 s'il poursuit ses activités.

LE COLONEL RAJSKI, a été arrêté à Gdynia au début de juillet. Il était accusé d'avoir des contacts avec une organisation étrangère nuisant aux intérêts de la Pologne. Il avait déjà été dégradé et exclu du Parti communiste pour ses sympathies avec "Solidarnosc". Des "inconnus" avaient essayé, sans succès, de le kidnapper en mai. Selon l'entourage de Rajski, 5 autres officiers de Gdynia et deux de Varsovie ont aussi été arrêtés au mois de juillet.

SEPT DES NEUF membres de "Solidarnosc" de Leczyca (sud-ouest de la Pologne) ont cessé le 7 août, leur grève de la faim en protestation des conditions d'incarcération. Selon le Col. S. Wrona, le directeur du système pénitencier polonais, les deux autres prisonniers, Wladyslaw Frasyniuk, 31 ans, membre de la TKK et Jozef Szreniowski, 38 ans, militant de NSZZ "Solidarnosc" à Lodz, continuent eux, leur grève de la faim.

ARRESTATIONS RECENTES pour activités syndicales indépendantes:

GRZEGORZ SEDEK, et Tadeusz Wypych ont été condamnés à deux ans et demi de prison et 50.000 zl. d'amende le 4 juillet par le tribunal de Varsovie. Jaroslaw Nagielski a, lui, reçu un an et demi de prison et 50.000 zl d'amende pour sa participation à la publication de l'hebdomadaire clandestin "Tygodnik Mazowsze".

KRZYSZTOF GOS a reçu un an de prison pour avoir participé au Comité interentreprise régional de "Solidarnosc" (MRKS) ainsi que d'avoir dirigé une maison d'édition dans son sous-sol.

MARIUSZ JANIC de Gorlic (région Malopolska) passe deux ans en prison pour avoir refusé de faire son service militaire, comme l'écrit Stanislaw Handzlik, militant de "Solidarnosc" à Cracovie qui a pu faire sortir clandestinement une lettre de prison.

ANDRZEJ BOROWSKI, un électricien de Varsovie, a été

arrêté le 13 juin.

MAREK FRACKOWIAK et Andrzej Boguszewski (père de trois enfants), des étudiants à l'Université de Varsovie, ainsi que Zbigniew Poplawski, propriétaire d'une pépinière à Michalin ont été arrêtés le 2 juillet. Depuis juin, 15 personnes ont été inculpées à Varsovie.

A POZNAŃ, Krzysztof Cieslinski, étudiant à l'Université Mickiewicz, et Barbara Dubicka, étudiante au Centre des Etudes Médicales, ont été arrêtés le 18 juin. (Une imprimante, du matériel d'impression et quelques mille tracts politiques ont été confisqués).

A BYDGOSZCZ, Mariusz Polak, lycéen, fut arrêté le 5 juin. Ryszard Halak, un avocat à la retraite et vice-président du conseil exécutif de "Solidarnosc" à Katowice, a été arrêté le 18 juin. Marek Jalosinski, travailleur à l'aciérie Baildon à Stalowa Wola, a été arrêté le 18 juin. Ewa Kuberna, déjà interné durant la loi martiale, a été arrêtée le 13 juin.

A ANDRYCHÓW, Wieslaw Pyzio, ouvrier dans une scierie, a été arrêté le 19 juin (le 13 décembre 1981, Pyzio entama une grève de la faim dans son entreprise et fut condamné à 3 ans de prison pour avoir organisé une grève).

A LUBLIN, Wacław Wasilewski, un assistant à l'Université Marie Curie Sklodowska, a été arrêté le 13 mai.

UNE VAGUE D'ARRESTATIONS, d'interrogatoires et de perquisitions a touché les entreprises de Lublin à la fin mai. L'usine de voitures et de camions et les ateliers de réparations ont été particulièrement visés. La police politique a interdit à de nombreux ouvriers de quitter la ville. Quelques 250 nouveaux travailleurs ont été engagés récemment. Il semblerait que beaucoup parmi eux ont été placés par la police pour faire office d'indicateurs.

LE COMITE D'AUTOGESTION des étudiants de l'Université Catholique de Lublin (KUL), a envoyé une lettre ouverte à la Diète protestant contre l'accroissement de la répression contre les étudiants par les organes du ministère de l'Intérieur. Les étudiants affirment que le nombre d'arrestations et de perquisitions au cours desquelles des livres et autres matériaux étudiants ont été confisqués, a augmenté. Au moins 7 étudiants ont été arrêtés à la suite des manifestations du 3 mai. Ils ont été condamnés à de très fortes amendes par le tribunal de police.

LE SYNDICAT NORVEGIEN LO a réaffirmé son soutien à NSZZ "Solidarnosc" dans une résolution votée lors de son congrès à la fin juillet. "LO continuera sa coopération avec NSZZ "Solidarnosc" en Pologne et son soutien financier au syndicat polonais. De même, il prendra part aux pressions internationales en vue de rétablir les activités démocratiques et indépendantes des syndicats et leur influence sur la gestion de l'industrie et sur les autorités. LO continuera à

participer au mouvement de pression internationale pour le dialogue. LO cherche à promouvoir un tel développement car il est convaincu que les syndicats de l'Europe de l'Est doivent retrouver leur propre place et leur influence dans les sociétés de l'Europe de l'Est.

JACEK KURON, un des chefs-de-file de l'opposition, n'hésite pas à qualifier le mouvement de grève symbolique organisé le 1er juillet à l'appel de la TKK (Commission de Coordination Provisoire de NSZZ "Solidarnosc") d'échec, mais conteste les déclarations du gouvernement qui clament que cet "échec" confirme le déclin de l'influence de "Solidarnosc" et de toute l'opposition. Dans un texte destiné à des publications clandestines, Kuron décrit les perspectives futures de la situation polonaise. Nous reproduisons quelques extraits de son texte ci-dessous:

"Les autorités ont préparé leur offensive avec un soin extrême. Les ouvriers des entreprises les plus connues pour leur combativité, se sont vu offrir une augmentation de salaire. Le gouvernement annonça, à la veille de la grève, que la hausse des prix de la viande serait réduite de moitié - c'est-à-dire limitée à 10% au lieu de 20%. Parallèlement, les ouvriers les plus militants ont été convoqués par leur direction qui leur a signifié que toute participation à la grève entraînerait immédiatement leur licenciement et leur arrestation. Ces obstacles et la difficulté de déterminer quels étaient les travailleurs faisant réellement grève par opposition à ceux qui observaient simplement la pause, ont mené à "l'échec" de la grève. Mais l'on ne peut conclure, comme l'a fait le gouvernement, que l'échec de la grève est symptomatique de la faiblesse croissante de l'opposition. Si l'influence de "Solidarnosc" était vraiment si négligeable, pourquoi les autorités s'acharnent-elles comme elles le font contre ses militants? Aurait-elles eu besoin de ce procès récent contre trois dirigeants de "Solidarnosc", Wladyslaw Frasyniuk, Bogdan Lis et Adam Michnik, au cours duquel la justice la plus élémentaire a été bafouée, sans que cela permette pour autant de prouver le simple bien-fondé de l'accusation? (...)

Des sondages effectués par des spécialistes tant officiels que non officiels s'accordent pour estimer à 25% de la population les partisans du pouvoir et à 25% les ennemis de ce même pouvoir. (...) Quel est l'état d'esprit des 50% restants, de ceux qui préfèrent taire leurs opinions politiques? Il s'agit avant tout, de gens épuisés par la lutte quotidienne pour assurer à leurs familles un minimum décent. Il est probable que, si le proche avenir leur laissait entrevoir une possibilité, même très mince, d'améliorer leur niveau de vie, ils pourraient devenir un élément de cohésion sociale et de stabilisation du régime. Mais l'avenir ne leur promet rien de bon.

Arrachée par "Solidarnosc" en 1981, la réforme économique fondée sur l'autogestion s'est effondrée après la dissolution du syndicat. La crise ne peut qu'empirer. La "moitié silencieuse" aura de moins en moins de raisons d'espérer voir améliorer ses conditions de vie: et au bout de son désespoir, il y a

toujours le risque de la révolte.

Cette sombre réalité, les autorités ne l'ignorent certainement pas. Mais elles n'acceptent pas pour autant de renouer le contact avec "Solidarnosc". Et, en attendant, elles ont choisi la voie de la répression. Pensent-elles être en mesure de mettre sous les verrous la totalité des opposants, c'est-à-dire le quart de la population? On peut craindre qu'une telle aggravation de la répression ne débouche sur une explosion de colère. Alors que pouvons-nous faire pour éviter cette évolution catastrophique? Que pouvons-nous faire, dans notre situation où la proximité des chars soviétiques exclut toute idée de changement de pouvoir?

Nous devons exploiter toutes les occasions de pression sur le pouvoir communiste, afin de l'amener à la modération et de l'obliger à tenir compte de l'opinion publique. C'est ainsi, par exemple, que nous allons appeler au boycottage des prochaines élections à la Diète, afin de manifester notre fidélité à une forme d'entente sociale authentique. Mais saurons nous convaincre la "majorité silencieuse" de l'efficacité de notre mot d'ordre? Saurons-nous lui faire oublier sa peur? Et même si notre appel est entendu, notre succès aura-t-il une influence sur l'attitude du pouvoir?

Le dénouement de la crise approche. La forme qu'il prendra ne sera pas sans répercussions sur le reste de l'Europe. L'Union soviétique sera amenée, dans les mois qui viennent, à trouver de nouveaux termes de coopération politique et économique avec l'Ouest. Il dépend des citoyens d'Europe occidentale et des Etats-Unis que ce nouveau modus vivendi international prenne ou non en compte les aspirations nationales et démocratiques des Polonais. Ce qui est sûr, c'est qu'en l'absence de paix sociale en Pologne, tous les espoirs de paix en Europe ne tarderont pas à se révéler illusoire."

LE CC (Comité Central) du POUP (Parti ouvrier unifié polonais) a, tout compte fait, atteint le nadir de son pouvoir, son influence et de son prestige. Il y a une vaste différence entre ce que le CC est aujourd'hui et ce qu'il était durant les années '70. Le 12 et 13 mai dernier, le CC se réunissait pour discuter des problèmes du jour et pour préparer les élections prochaines. Aucun des deux objectifs n'a été atteint. Alors que le POUP désirait concentrer les débats sur l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de travail du Parti, les débats et discussions furent limités par le Général Jaruzelski, qui déclara que l'accent serait mis plutôt sur "l'estimation du processus des changements favorables qui ont eu lieu". Il semble aujourd'hui, que le Parti croit qu'il est non seulement nécessaire de décevoir la société, mais aussi de s'en faire à croire... Même si les fonctionnaires du Parti critiquent ouvertement l'apathie et la corruption sévissant chez les membres du Parti, le secrétaire du CC, Tadeusz Porebski, a présenté récemment un rapport optimiste au Politburo où il souligne l'habileté dont a fait preuve le Parti à se remettre sur pied après 1980, les progrès qu'il accomplit depuis à étendre ses liens avec la société

et les mesures variées adoptées afin de renforcer l'organisation. Malheureusement, il ne put élaborer ni ne fournir de détails...

Durant les années '70, les ministres devaient prendre rendez-vous pour s'entretenir avec leur dirigeants du CC. Aujourd'hui, la situation est renversée: les dirigeants du CC s'adressent aux secrétaires des ministères. Il semble que de plus en plus souvent, les apparatchiks apprennent de la presse les décisions qui auparavant nécessitaient leur approbation. Ceci est dû, en grande partie, aux résultats des élections de 1980 qui déstabilisèrent le CC lorsque d'anciens et influents membres n'ont pas été réélus mais plutôt remplacés par des membres peu influents de la base. Par conséquent, le CC a pas ou peu d'influence dans l'élaboration des politiques. Le gros du pouvoir a été transmis à l'exécutif - au régime du Général Jaruzelski. Si le Parti s'est remis

sur pied quelque peu depuis 1980, son taux d'adhérence est à la baisse depuis 5 ans. Le vide dans le Parti, dû à l'exodus constant de membres, est récupéré par la police secrète qui elle, amasse de l'influence décisionnelle au dépens du CC. La faible position du CC fut souligné en '81 lorsque le CC ne fut pas consulté quant à la décision d'instaurer l'état de guerre. La fonction première du CC a toujours été de créer la politique et non de la suivre; à présent le contraire est vrai. Le Général Jaruzelski a déclaré que la direction "envisageait de ne pas présenter de nouveaux programmes... ou de tracer de nouvelles directions". Pour ainsi dire, il ne voit pas de mutation du pouvoir possible vers le CC. Dans les mots de "Solidarnosc" Grzegorzeka, un journal indépendant polonais, "De quelque façon qu'on veuille le regarder, le POUP semble être sur son lit de mort... Et personne ne semble le regretter".

SOURCES: CDN no. 120; La Libre Belgique 15. VIII. 85; Le Monde 10.VIII.85, 11-12.VIII.85; RFE Research vol. 10/28, vol. 10/29; "Solidarnosc" Informator, Lublin 7.VI.85; Tygodnik Mazowsze no. 135; Tygodnik Powszechny 4.VIII.85; Uncensored Poland News Bulletin 15/85.